



Union Fédérale SUD Protection Sociale
144 bd de la villette
75019 Paris
contact@sud-protectionsociale.org

ARRETEZ DE NOUS PRENDRE POUR DES IDIOTS, CA CHANGERA !! LA VERITE SUR LES RETRAITES.

Dans l'optique de la prochaine conférence sociale qui se tiendra le 21 juin, un rapport sur le financement des retraites a été présenté au 1er ministre. Comme on pouvait s'y attendre, les conclusions du rapport Moreau ne laissent présager rien de bon pour les salariés du privé et du public, pour les retraités en règle générale.

Les grandes lignes (ou « la même chanson ») :

- allonger la durée de cotisation,
- aligner la CSG des retraités sur celles des actifs,
- diminuer le montant des pensions versées.

En matière de financement des retraites, beaucoup nous diront : « Comment faire autrement ? »
Réponse : "En arrêtant déjà de nous prendre pour des imbéciles !!!"

Car une solution existe : chercher l'argent nécessaire là où il est. Et pour cela il suffit simplement d'élargir un concept bien connu à la sécurité sociale (et ailleurs) : la lutte contre la fraude.

Il suffit d'étendre ce dispositif non pas contre les plus défavorisés (pour récupérer des clopinettes) mais bien envers ceux qui fraudent par centaines de millions.

La fraude, dont l'affaire Cahuzac n'est que la partie émergée de l'iceberg, a provoqué l'indignation dans la classe politique et chez une grande majorité de nos citoyens, indignation largement relayée par les médias. Tout cela à juste titre car ce détournement de fonds est un véritable scandale comme tous les autres.

Alors, puisque cette affaire a scandalisé tout le monde, qu'attendons-nous pour lutter contre l'évasion fiscale ?

80 milliards d'euros, c'est le montant estimé de la fraude fiscale en France, montant sur lequel s'accordent la majorité des spécialistes économiques des milieux politiques, syndicaux et associatifs.

Souvenons nous aussi de la liste des 3000 fraudeurs détenue par Mr Woerth, alors ministre du budget, qui avait demandé aux intéressés de se faire connaître pour échapper aux poursuites.

Et plus récemment, le 03 Juin 2013, Mr Henri Guaino, ancien conseiller de Nicolas Sarkozy, répond à un journaliste qui l'interroge sur des négociations fiscales entre Claude Guéant et Bernard Tapie : "Laissons les impôts de côté. Pardon, toutes les fortunes de France négocient leurs impôts », en confirmant ses propos par un : "Mais, c'est vrai"

S'agit-il là de réponses efficaces, légitimes face à cette délinquance ?

« Pas possible de faire autrement » nous dira-t-on. Mais si !

Pour lutter contre ce fléau, il faut une volonté politique, comme celle qui est mise en place contre les fraudeurs au RSA, aux allocations, aux arrêts maladie, au chômage, bref « la petite fraude » (là, c'est possible...).

Le rapport Moreau évoque la nécessité de dégager 7 milliards d'euros d'ici à 2020. Il manque singulièrement d'audace.

En effet, le déficit est estimé à 20 milliards d'euros d'ici à 2020, pourquoi ne pas l'effacer en totalité avec une partie des 80 milliards récupérés chez les riches fraudeurs ?

Le problème du financement des retraites étant alors largement réglé, on pourrait s'orienter vers un débat de fond sur des propositions nouvelles :

- On avance le départ en retraite jusqu'à quel âge ?
- On diminue la durée de cotisation de combien d'années ?
- On augmente les pensions de retraite à quel niveau ?

Au-delà du fait que le gouvernement ne veut pas s'attaquer aux grands fraudeurs, l'essentiel de l'enjeu du financement des retraites ne porte pas vraiment sur le déficit.

L'objectif est de faire en sorte que les salariés se détournent vers une retraite individuelle en la finançant sur leurs propres deniers.

Favoriser les plus aisés, appauvrir les plus pauvres, permettre aux organismes financiers et d'assurances de s'en mettre plein les poches, voilà aussi et surtout l'enjeu des retraites de demain !

